

# Comment Public Sénat et LCP doivent se rapprocher

19h00, le 7 avril 2019

Par **Renaud Revel**

**Un rapport trace le chemin vers une union des deux chaînes parlementaires LCP et Public Sénat. Mais leurs présidents ont des visions opposées, notamment sur le traitement éditorial.**



LCP et Public Sénat ont des budgets voisins (16 et 17 millions d'euros) (Abaca)

Plus qu'un audit, une feuille de route... Les dirigeants des chaînes parlementaires, Emmanuel Kessler (Public Sénat) et Bertrand Delais (LCP), ainsi que les présidents du Sénat et de l'Assemblée ont sur leur bureau depuis fin mars les conclusions d'un rapport d'expertise qui dresse les étapes du rapprochement des deux entreprises. "Synergies", "mutualisation", "mise en place d'outils communs", "optimisation des ressources", "éviter les doublons de fonction", "interconnexion des équipements", "direction technique unique" : autant d'expressions qui figurent dans l'étude technique réalisée au début de 2019 par Carrick-Skills et Bearing Point.

Elle balise de manière méthodique le chemin qui pourrait conduire, à terme, à leur fusion. Mais cet assemblage se révèle complexe malgré des effectifs identiques pour les deux chaînes et des budgets voisins (16 millions d'euros pour LCP, 17 pour Public Sénat). En effet, ces deux

antennes sont différentes sur le plan éditorial, sur leur organisation et sur leurs outils. L'audit fait ainsi apparaître, pour Public Sénat, un impératif de remise à niveau technique : un chantier évalué à 2 millions d'euros. LCP n'est pas en reste, qui doit également se moderniser.

## Les relations entre les deux patrons sont rugueuses

D'ici là, le rapport préconise que LCP et Public Sénat (qui émettent en alternance sur le canal 13, pour 0,3 à 0,4% de part d'audience) nomment, dans les prochaines semaines, un chef de projet chargé de piloter ces travaux de rapprochement et d'y préparer les salariés. Le choix ne sera pas simple tant les relations entre leurs deux patrons sont rugueuses. Parcours, tempérament, vision : tout les sépare. Quand Emmanuel Kessler, en poste depuis 2015, soutient pour Public Sénat une ligne éditoriale bâtie sur l'information et l'événement, son voisin de LCP, Bertrand Delais (nommé en 2018), milite pour une politique d'analyses et de documentaires.

Et se félicite, par exemple, du succès de *Mon Chirac*, réalisé par Jean-Louis Debré et consacré à son ami l'ancien président, qui a permis à la chaîne d'enregistrer un record avec 319 000 téléspectateurs le 18 mars. Défendant sa ligne éditoriale, Public Sénat a aussi connu le succès avec la diffusion des auditions de l'affaire Benalla (meilleure audience de son histoire le 20 janvier pour celle de l'ex-chargé de mission avec 193 000 téléspectateurs).

Un conflit de taille a jusque très récemment opposé les deux hommes : il concernait les élections européennes et la nécessité d'organiser ou non une soirée spéciale le 26 mai sur le canal 13 de la TNT, qu'ils partagent. Emmanuel Kessler y était favorable, Bertrand Delais, non : "De même que je n'ai pas invité chez nous Ismaël Émelien, qui était sur toutes les chaînes, je ne mettrai pas 200.000 euros dans une soirée électorale, sachant que ce soir-là toutes les chaînes couvriront bien mieux que nous ce scrutin, argumente le patron de LCP. Les chaînes parlementaires n'ont pas vocation à jouer les voitures-balais."

## Le sensible dossier de la fusion

Les deux hommes n'ayant finalement pas réussi à se mettre d'accord, les chaînes feront soirée à part (mais avec un double logo à l'écran) le soir des européennes. LCP rediffusera en première partie le débat Mitterrand-Seguin du 3 septembre 1992 sur l'Europe et Public Sénat prendra le relais à 22 heures, avec une spéciale élections. "Innovant et inédit, notre partenariat avec FigaroLive va nous permettre de décrypter jusqu'à minuit les grands enseignements d'un scrutin majeur, avec une vraie dimension européenne qui fera notre différence sur la TNT, argumente Emmanuel Kessler. C'est pour moi la vocation d'un canal parlementaire."

Ces relations tendues, qui montrent que la route vers des rapprochements voire une éventuelle fusion sera longue et complexe, sont à l'image de celles qu'entretiennent Gérard Larcher, président du Sénat, et Richard Ferrand, son homologue à l'Assemblée nationale, sur fond d'affaire Benalla : ils ont ainsi ajourné une première réunion qui devait porter sur ce dossier de la fusion, devenu sensible.